

---

## *Emmanuel Macron : forces et faiblesses d'un électorat composite.*

---

### **Récemment publiés**

- » N°148 : *Le vote Macron : sociologie d'un électorat en cours de cristallisation.*
- » N°147 : *Régionales 2015 en Ile-de-France et primaire de la droite en 2016 : l'échec de la stratégie Terra Nova.*
- » N°146 : *Régionales de 2015 en Corse : victoire nationaliste et survivance du clanisme.*
- » N°145 : *Les électorats confessionnels à la primaire de la droite : des choix tranchés.*
- » N°144 : *Les manifestations policières : signe avant-coureur et catalyseur d'un durcissement sécuritaire de l'opinion*
- » N°143 : *Que reste-t-il de la Manif pour tous ?*
- » N°142 : *Octobre 2016 : Les manifestations d'opposition à la création des centres d'accueil : un révélateur de la crispation de l'opinion sur la question des migrants*
- » N°141 : *Juillet 2016 : l'été terroriste*
- » N°140 : *Le rapport des catholiques à l'islam en France*
- » N°139 : *Le spectre de la guerre civile*
- » N°138 : *La Loire-Atlantique dit « oui » à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes*
- » N°137 : *Pourquoi le FN a-t-il adopté une attitude prudente vis-à-vis de la loi Travail ?*
- » N°136 : *3ème circonscription de Loire-Atlantique : le PS conserve son fief en dépit de mauvais reports.*
- » N°135 : *L'influence de l'isolement et de l'absence de services et commerces de proximité sur le vote FN en milieu rural.*

» Emmanuel Macron a défini En Marche comme étant un mouvement de gauche ET de droite. Ce positionnement central appelant au dépassement du clivage gauche/droite est entretenu dans ses meetings et discours dans lesquels les figures de la gauche côtoient des icônes historiques de la droite. Ce syncrétisme idéologique se retrouve dans la sociologie de son électorat qui agrège aujourd'hui des électeurs venant d'horizons variés voire opposés...

## 1-Un électorat politiquement très composite

Si l'on prend comme point de repère la précédente élection présidentielle, on trouve actuellement derrière Emmanuel Macron 35%<sup>1</sup> des électeurs de François Hollande de 2012 (40% optant pour Benoît Hamon, la fracturation de l'électorat PS entre un pôle social-libéral tenté par Macron et un pôle socialiste traditionnel attaché à l'union de la gauche fidèle à Hamon apparaissant ici clairement) mais aussi 30% de l'électorat de François Bayrou de 2012. Une autre partie de l'électorat bayrouiste (30% également) revoterait pour le Béarnais s'il se présentait (scénario que l'Ifop a retenu à ce jour). Mais l'attraction qu'exerce l'ancien ministre de l'Economie sur un pan de l'électorat centriste pourrait sans doute être plus puissante encore si François Bayrou décidait de ne pas se présenter une quatrième fois à la présidentielle et a fortiori s'il ralliait Emmanuel Macron.

Si compte-tenu du positionnement et du parcours du leader d'En Marche, sa capacité à agréger une partie des familles socialiste et centriste n'est pas totalement surprenante (même si le volume, un tiers de chacun de ces deux électors, renseigne sur la force de la dynamique), ce nouvel électorat en voie de constitution comporte d'autres composantes plus inattendues. Ainsi, 17% des électeurs de Nicolas Sarkozy de 2012, parmi lesquels sans doute des juppéistes de la primaire et des électeurs de droite choqués par l'affaire Fillon, indiquent qu'ils pourraient aujourd'hui voter Macron. Mais c'est le cas également de 14% des soutiens de Jean-Luc Mélenchon de 2012 et de 28% des sans préférence partisane, Emmanuel Macron arrivant très nettement en tête dans cette partie de la population ne se retrouvant plus dans l'offre partisane traditionnelle. Ce dernier ne mord en revanche quasiment pas dans l'électorat de Marine Le Pen de 2012, 89% d'entre eux s'apprêtant à revoter pour elle et seuls 3% envisageant de voter Macron, son discours anti-système n'étant apparemment pas assez musclé ou radical aux yeux de l'électorat frontiste...

A cet amalgame d'électorats hétéroclites autour d'Emmanuel Macron se définissant comme le leader du « camp des progressistes » correspondent des ralliements de personnalités politiques d'horizons divers mais partageant des options réformatrices en matière économique et sur le plan sociétal, souvent combinées à un engagement pro-européen. Parmi les élus socialistes, Gérard Collomb, sénateur-maire de Lyon, François Patriat, sénateur de Côte d'Or, et les députés Richard Ferrand et Christophe Castaner l'ont rallié dès le début de la création de son mouvement. Ils ont ensuite été rejoints entre autres par Christian Teyssedre, maire de Rodez, Jean-Louis Fousseret, maire de Besançon mais aussi par Jean-Yves Caullet, député de l'Yonne et ses collègues Stéphane Travert de la Manche, Corinne Ehrel dans les Côtes d'Armor et Jean-Jacques Bridey dans le Val-de-Marne ou bien encore par le divers gauche Philippe Saurel, maire de Montpellier. A la suite de la victoire de Benoît Hamon lors de la primaire de la gauche, une autre vague de ralliements provenant de l'aile réformiste du PS a eu lieu. Les députés suivants ont ainsi annoncé leur soutien à Emmanuel Macron : Alain Calmette dans le Cantal, Marc Goua dans le Maine-et-Loire, Gilles Savary et Florent Boudié en Gironde et Anne-Christine Lang à Paris. Tout le courant réformiste du PS n'a donc pas à ce jour rejoint avec armes et bagages l'aventure d'En Marche, mais une partie de ses membres a franchi le Rubicon pendant que le reste du courant décidait d'adopter une posture de retrait concernant la campagne de Benoît Hamon.

A droite, les ralliements sont moins nombreux mais néanmoins réels. On peut ainsi citer à ce jour Jean-Claude Delevoye l'ex-président du Conseil Economique Social et Environnemental, présent lors du meeting de Lille et

<sup>1</sup> Toutes les données d'intention de vote présentées ici sont issues du Rolling Ifop-Fiducial pour *Paris Match*, I-Télé et Sud Radio

Serge Lepeltier et Renaud Dutreil, anciens ministres de gouvernements de droite. Des personnalités centristes soutiennent sa candidature comme par exemple les députés européens Jean Arthuis, Jean-Marie Cavada et Sylvie Goulard, liste à laquelle on peut ajouter Corinne Lepage. On rappellera également que plusieurs dizaines de jeunes militants de l'UDI, qui avaient fait campagne pour Alain Juppé lors de la primaire de la droite, avaient annoncé au lendemain de la victoire de François Fillon qu'ils quittaient l'UDI et rejoignaient le leader d'En Marche. De la même façon, 27% des 600 délégués du Parti Radical, réunis au congrès de ce parti, ont voté le 4 février en faveur de la motion intitulée « Soutenir Emmanuel Macron, un atout pour le Parti radical »<sup>2</sup>.

Les prochaines semaines seront décisives de ce point de vue car si Benoît Hamon parvient à agréger autour de lui une alliance rose-rouge et verte (qui ne serait pas sans rappeler la gauche plurielle) en obtenant le soutien des Verts - dont le candidat ne dispose pas des 500 signatures - et d'une partie des communistes, soucieux de négocier un accord électoral dans la perspective des législatives, le centre de gravité de sa campagne s'inscrirait nettement à gauche et pourrait pousser les membres de l'aile droite du PS à rejoindre Emmanuel Macron. Dans cette hypothèse, le ralliement de François Bayrou (à qui Emmanuel Macron a récemment tendu la main) viendrait équilibrer cet afflux et permettrait de donner à En Marche, une autre image que celle d'un mouvement servant de canot de sauvetage aux déçus du PS. Le renfort du président du Modem alimenterait de surcroît la dynamique qui porte actuellement Emmanuel Macron et donnerait davantage de consistance à son ambition d'un dépassement du clivage gauche/droite. Par un clin d'œil de l'histoire, ce ralliement du Béarnais offrirait à Emmanuel Macron, ce qui a manqué à François Bayrou en 2007. A l'époque, il avait lui-aussi porté l'idée d'un rassemblement enjambant la frontière gauche/droite et avait également bénéficié d'un engouement dans l'opinion. Mais l'élan qu'il sut créer en 2007 ne fut jamais suffisamment puissant (même en fin de campagne) pour le hisser en position d'une qualification au second tour. L'UMP emmenée par Nicolas Sarkozy et le PS soutenant globalement Ségolène Royal, résistèrent à cette contestation de leur duopole et le leader centriste fut sans cesse renvoyé à son isolement, à la faiblesse de ses troupes et à l'insuffisance des ralliements. La situation aujourd'hui est toute autre. Le PS sort profondément divisé et affaibli du quinquennat de François Hollande, la droite est déstabilisée par l'affaire Fillon et à un peu moins de trois mois du premier tour, les sondages d'intentions de vote placent Emmanuel Macron en deuxième position derrière Marine Le Pen (la forte probabilité que le FN soit présent au second tour étant une autre différence de taille avec la campagne présidentielle de 2017). Dans ce cadre, la poursuite des vagues de ralliements et un éventuel soutien de François Bayrou achèveraient de crédibiliser la démarche et le pari d'Emmanuel Macron. Si cela se produisait à deux mois du premier tour, le plafond de verre auquel s'était heurté François Bayrou en 2007 exploserait modifiant ainsi le regard des électeurs sur ce candidat dont l'ambition de recomposer le paysage politique deviendrait pleinement plausible.

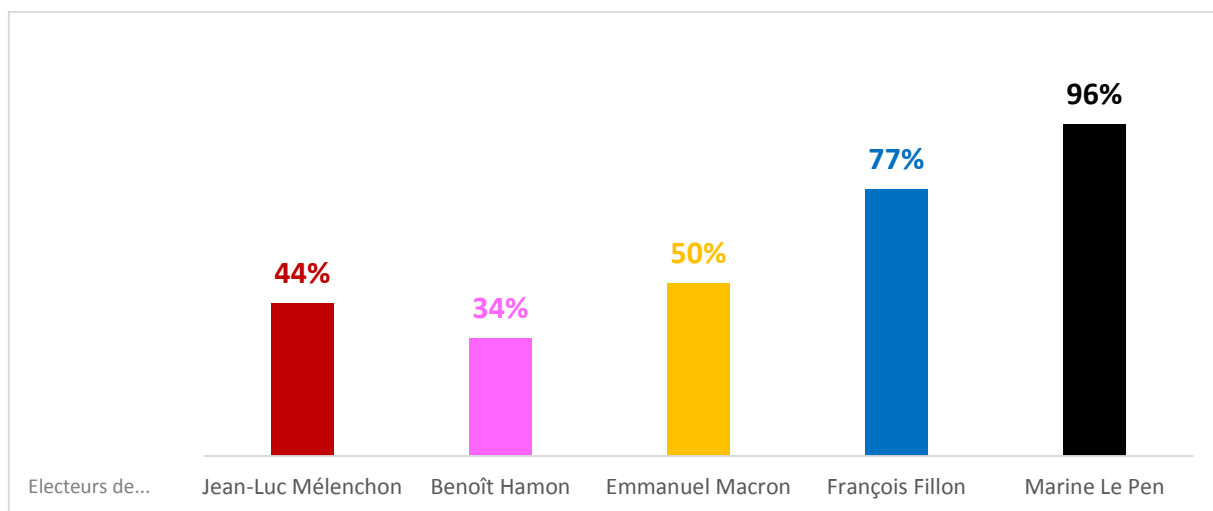
## **2-Un électorat qui se positionne à équidistance de la gauche et de la droite...**

Les premières enquêtes effectuées sur cet électorat en voie de constitution indiquent que du fait de l'origine politique diverse de ses composantes, il se situe sur un certain nombre de grands axes structurant le clivage gauche/droite à équidistance de ces deux pôles. Il en va ainsi par exemple sur la question de l'immigration.

<sup>2</sup> Cf « Les centristes préservent leur alliance avec les Républicains », in *Le Figaro* du 06/02/2017

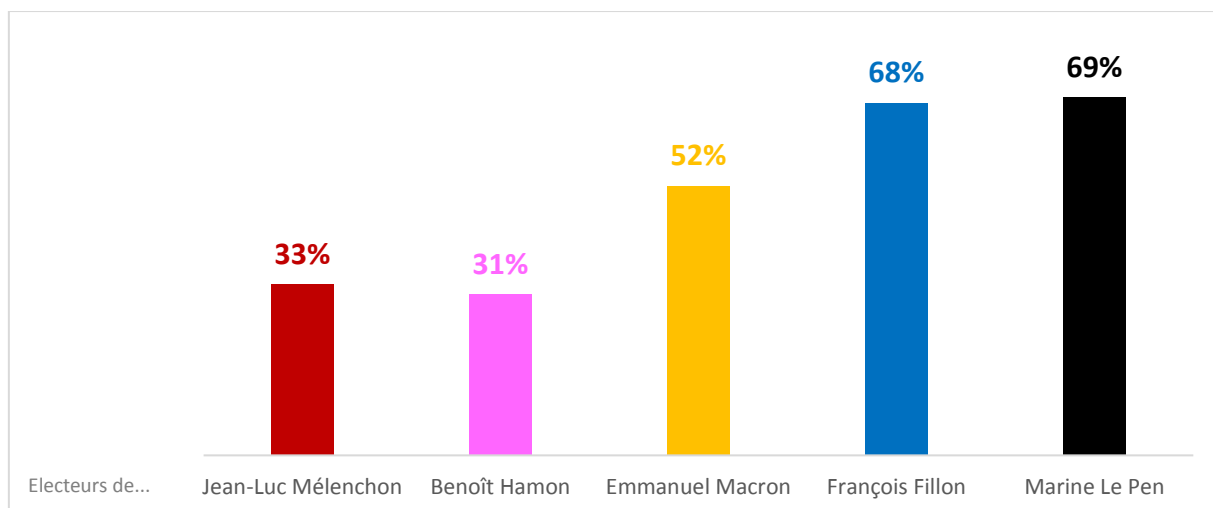
Alors que les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et de Benoît Hamon rejettent nettement l'opinion selon laquelle « il y a trop d'immigrés dans notre pays » et, qu'à l'inverse, la grande majorité de ceux de François Fillon et la quasi-totalité de ceux de Marine Le Pen y adhèrent, le score d'approbation atteint symboliquement le seuil de 50% dans l'électorat d'Emmanuel Macron.

***L'adhésion à l'opinion selon laquelle « il y a trop d'immigrés dans notre pays » dans les différents électorats.***



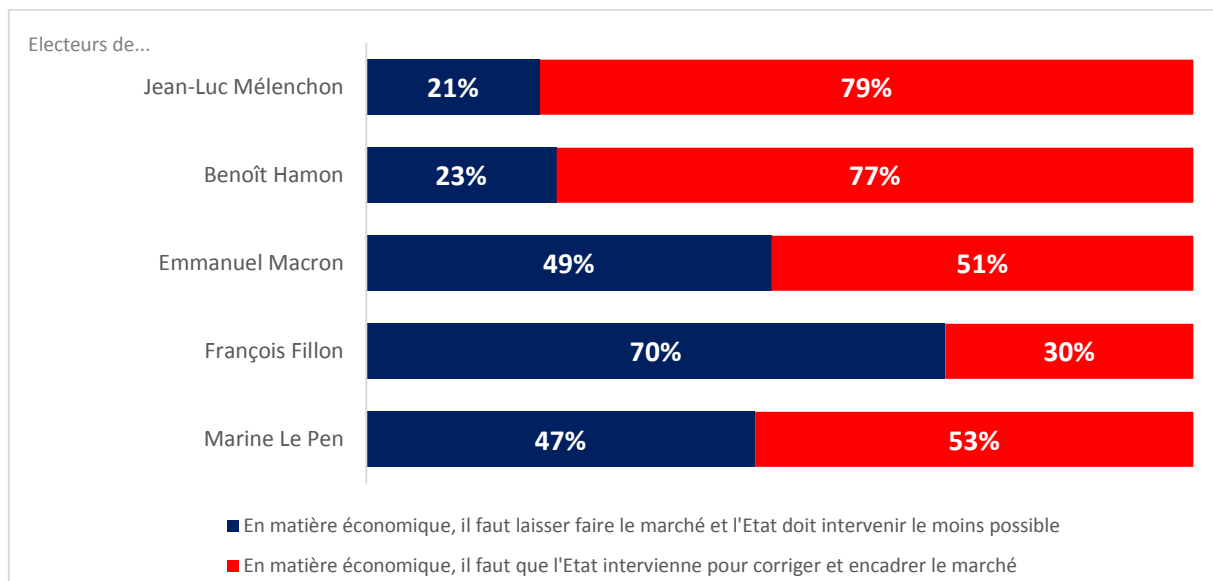
Cette position d'équilibre parfait ne s'observe pas uniquement sur le rapport à l'immigration. Elle se vérifie également à propos de la thématique de l'assistanat. Amenés à se prononcer pour ou contre l'opinion selon laquelle « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment », les électeurs des candidats de la France insoumise et du PS la rejettent dans une proportion des deux tiers quand ceux du FN et des Républicains y souscrivent dans des proportions diamétralement opposées, le clivage gauche/droite ayant, on le voit, encore une certaine pertinence au moins pour ce qui est de l'adhésion à un système de valeurs. Mais, sur ce sujet également, l'électorat macronien, aux origines hétéroclites, se positionne au beau milieu de l'axe gauche/droite.

***L'adhésion à l'opinion selon laquelle « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » dans les différents électorats.***



A propos du libéralisme économique, l'ordonnancement traditionnel fonctionne encore plus puissamment. Près de 80% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et de Benoît Hamon considèrent « qu'en matière économique, il faut que l'Etat intervienne pour corriger et encadrer le marché » alors qu'une proportion quasiment inverse d'électeurs fillonistes estime « qu'en matière économique, il faut laisser faire le marché et que l'Etat intervienne le moins possible ». Du fait des clivages internes au FN sur cette question entre une ligne libérale et une option plus sociale-étatiste, l'électorat frontiste est, cette fois, distant du positionnement majoritaire à droite mais pour le reste l'opposition frontale gauche/droite est très nette. Et sur ce sujet majeur, l'électorat d'Emmanuel Macron se situe une nouvelle fois à mi-chemin de la gauche et de la droite classique.

### *Le jugement sur le rôle de l'Etat en matière économique dans les différents électorats.*



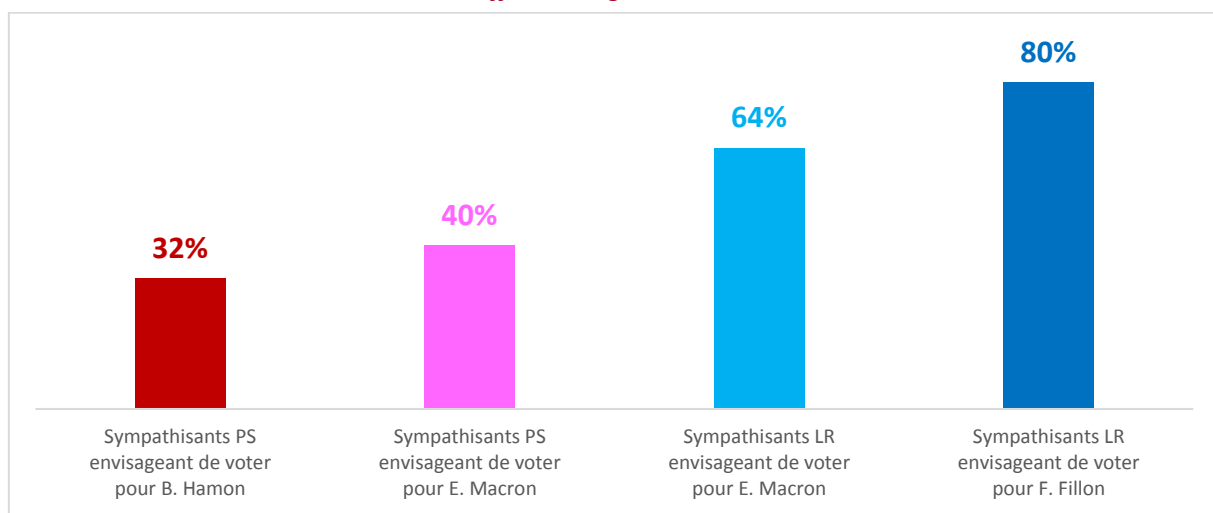
### **3-...et qui est soumis à de puissantes contradictions internes**

La nature composite de l'électorat d'Emmanuel Macron aboutit donc à ce qu'il se situe sur ces grands sujets de clivage à égal distance de la gauche et de la droite. Cette caractéristique peut paraître de prime abord comme intéressante et utile pour un candidat qui souhaite dépasser le clivage gauche/droite. Mais cette spécificité est également une vraie faiblesse dans la mesure où, sur toutes ces thématiques qui jouent habituellement un rôle central dans les campagnes, ce nouvel électorat en gestation est littéralement coupé en deux. On comprend dès lors pourquoi, pour l'heure, Emmanuel Macron entretient un certain flou sur ses propositions car, pour reprendre la célèbre maxime du cardinal de Retz, « on ne sort de l'ambiguïté qu'à son dépend ». Toute clarification sur certains points clivants aurait pour conséquence qu'une frange plus ou moins importante de la partie de son électorat qui ne se reconnaît pas dans l'arbitrage effectué reparte vers sa famille d'origine.

On constate en effet que sur ces questions structurantes, un continuum existe. L'électorat macronien en formation en constitue la partie centrale où s'opère le point d'inflexion. Si l'on prend par exemple la question de la présence immigrée en France, les opinions varient très fortement entre, d'une part, les sympathisants du PS et ceux des Républicains et, d'autre part, dans des proportions moindres mais néanmoins significatives, au sein même de ces deux familles entre les sympathisants envisageant de voter pour le candidat de leur parti et ceux pensant opter pour Emmanuel Macron. Comme le montre le graphique suivant, 80% des

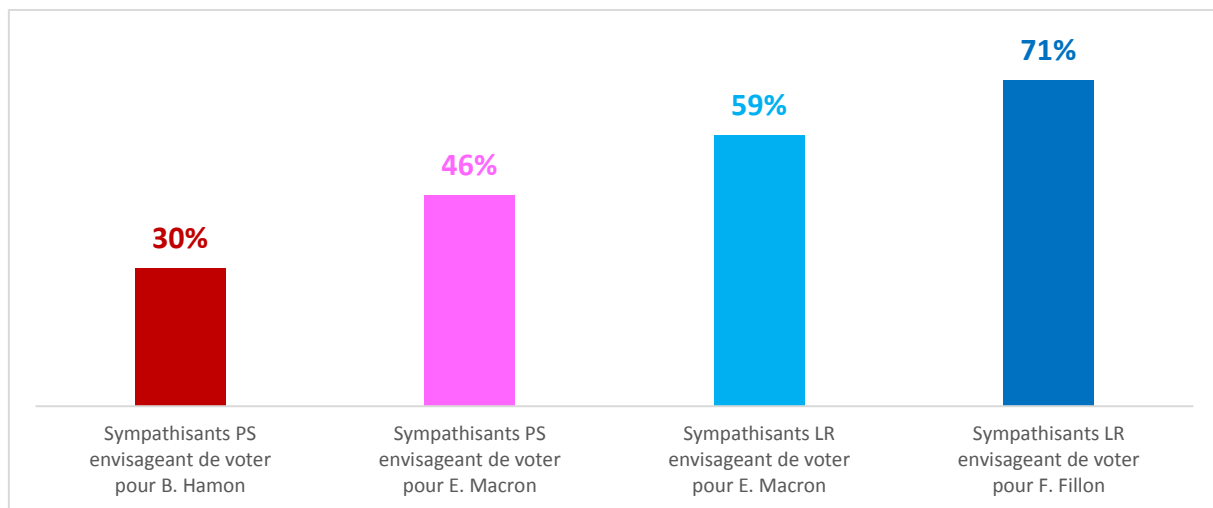
sympathisants des Républicains soutenant François Fillon adhèrent à l'opinion selon laquelle « Il y a trop d'immigrés dans notre pays ». Cette proportion est également majoritaire, mais moins nettement (64%), parmi la frange des sympathisants LR tentés par Emmanuel Macron. Et l'on constate parallèlement un vrai clivage sur cette question dans l'électorat Macron entre ces sympathisants LR adhérant majoritairement à cette idée quand leurs homologues de sensibilité socialiste la rejettent quasiment dans les mêmes proportions (60% de « pas d'accord »).

***L'adhésion à l'opinion selon laquelle « il y a trop d'immigrés dans notre pays » dans différents segments électoraux.***



Le même schéma se retrouve sur la thématique de l'assistantat. Dans les deux camps, l'intensité de l'adhésion à l'opinion selon laquelle « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » varie. Les sympathisants du PS comme de LR qui sont tentés par Emmanuel Macron affichent un positionnement assez différent des sympathisants qui envisagent de rester fidèle à leur parti respectif. En ce sens, on peut considérer que le clivage gauche/droite a perdu de son intensité puisqu'une part de chacun de ces électorats traditionnels ne se reconnaît pas ou plus dans l'attitude majoritairement partagée dans son camp. La candidature d'Emmanuel Macron offre ainsi un espace à ces électeurs de gauche et de droite « désalignés » ou « dissonants ». Mais la dynamique qui le porte va bien au-delà et une bonne partie des électeurs qu'ils l'ont rallié sont venus en emportant avec eux un système de valeurs hérité de leur famille politique traditionnelle.

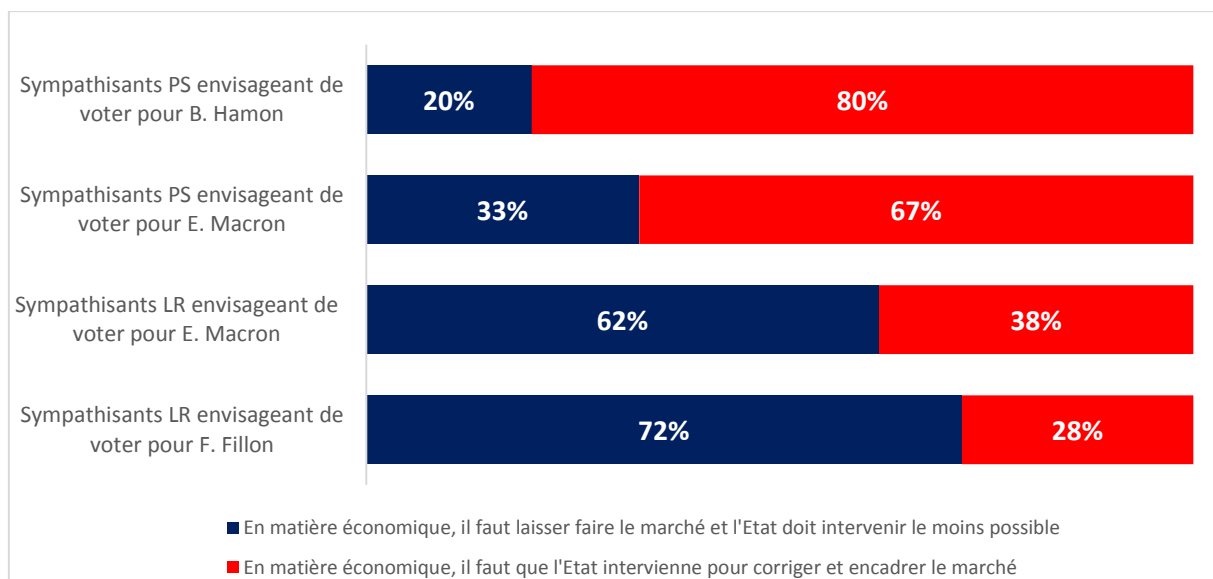
**L'adhésion à l'opinion selon laquelle «les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment» dans différents segments électoraux.**



Ainsi, même si les sympathisants PS tentés par Emmanuel Macron sont plus durs sur cette question que les sympathisants PS voulant voter Benoît Hamon, une majorité (54%) des sympathisants PS soutenant Emmanuel Macron rejette quand même l'idée qui consiste à penser que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment. De la même façon, une proportion quasi-identique (59%) de sympathisants LR envisageant de voter pour le leader d'En Marche adhère à cette opinion très répandue à droite mais dans des proportions un peu moins fortes que les sympathisants LR fidèles à François Fillon. La clarification des positions sur le modèle social ne sera donc pas évidente ou, du moins, pas sans risque.

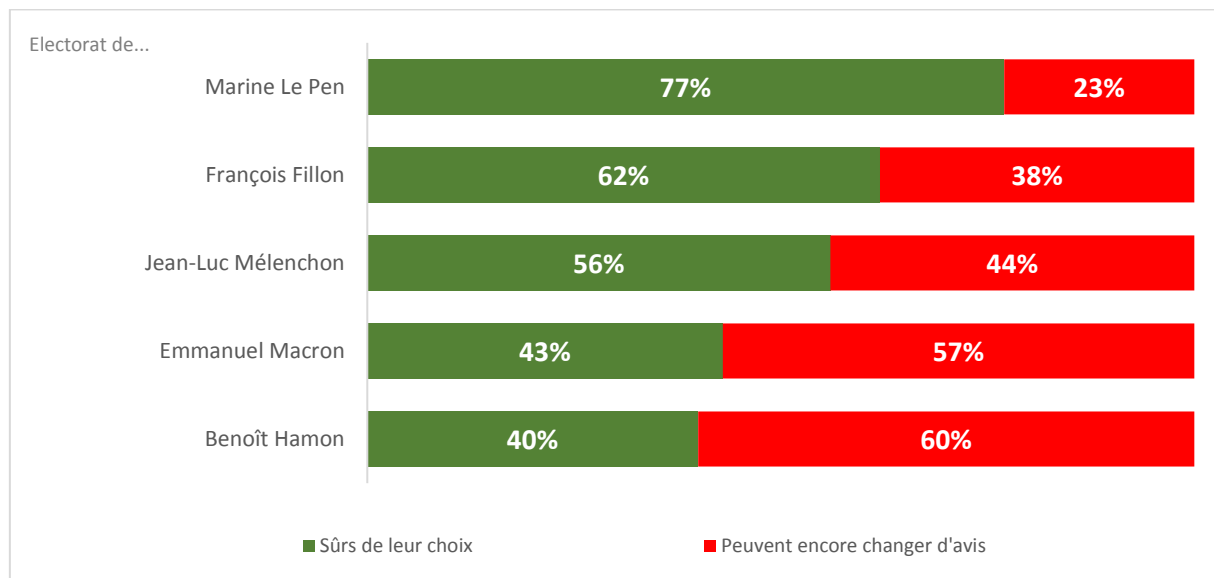
Il en va de même en matière économique alors que la question du périmètre d'intervention de l'Etat sera assurément un enjeu majeur des débats et que l'ancien ministre de l'Economie sera interpellé à la fois par François Fillon mais aussi par Benoît Hamon sur ce sujet. Deux tiers des électeurs macroniens (67%) ayant une proximité avec le PS estiment « qu'il faut que l'Etat intervienne pour corriger et encadrer le marché » quand quasiment la même proportion (62%) de ses électeurs venant de la droite partage l'option contraire...

**Le jugement sur le rôle de l'Etat en matière économique dans différents segments électoraux.**



Gérer ces contradictions internes ne sera pas une tâche aisée notamment dans la mesure où cet électorat très hétérogène et qui s'est constitué en quelques mois seulement n'apparaît ni stabilisé ni consolidé. D'après les données du rolling Ifop-Fiducial, pour *Paris-Match*, I télé et Sud-Radio, Emmanuel Macron est, avec Benoît Hamon, le candidat dont l'électorat affiche aujourd'hui la plus faible sûreté de choix.

#### *La sûreté du choix dans les différents électorats.*



La dynamique qui le porte l'a vu franchir la barre symbolique des 20% et sur fond de Pénélopegate passer devant François Fillon. L'hypothèse d'une qualification pour le second tour et donc d'un duel gagnable face à Marine Le Pen gagne donc en consistance. Encore faut-il que pendant plus de deux mois, Emmanuel Macron parvienne à fidéliser ses soutiens potentiels et à faire tenir ensemble des électorats aux valeurs opposées tout en dévoilant certains éléments programmatiques.

Jérôme Fourquet

Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

Ifop

**Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur [www.ifop.com](http://www.ifop.com)**

\*\*\*

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

**Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises**

[jerome.fourquet@ifop.com](mailto:jerome.fourquet@ifop.com)